

13 juillet 2010 | Le Droit

L'ange

Je vous ai parlé de Nicole Dupuis une première fois dans ma chronique du 30 janvier 2008, il y a environ deux ans et demi.

Mme Dupuis m'avait appelé pour me demander de lancer un appel à tous dans ma chronique. Elle demandait aux gens qui avaient de la laine à donner de communiquer avec elle. Oui, de la laine. Il va sans dire que sa demande a piqué ma curiosité...

« Pourquoi cherchez-vous de la laine, Mme Dupuis ?, que je lui avais demandé.

— Pour les itinérants du marché By à Ottawa », m'avait-elle répondu.

Mme Dupuis tricotait des mitaines et des foulards à longueur d'année. Et ce, depuis six ans. Puis décembre venu, elle quittait sa résidence de Hull et elle se rendait dans le marché By en autobus où elle distribuait une centaine d'ensembles « tuquemitaines-foulard » aux itinérants. Elle avait tricoté tous ces ensembles, sauf pour les tuques. « C'est plus difficile de tricoter des tuques, m'avait-elle expliqué. Alors je les achète dans les Roi du dollar ».

C'était la mission que cette dame de 68 ans s'était donnée. Et elle récidivait à chaque hiver.

Et quand j'ai parlé de cette Maman du marché By et de son incroyable générosité dans ma chronique, près d'une cinquantaine de dames se sont jointes à elle dans sa mission pour former une véritable armée de tricoteuses.

En décembre 2007, Mme Dupuis a fabriqué et distribué une centaine d'ensembles « tuque-mitaines-foulard ». L'année suivante, une fois son armée mise en place, elle a pu distribuer 948 ensembles ! Et elle et les tricoteuses ont récidivé en 2009 et 2010.

Mme Dupuis se rendait partout. Dans le marché By, aux Bergers de l'espoir, au Gîte-Ami, au Centre Pierre-Janet. Bref, partout où elle trouvait des gens dans le besoin.

« Je ne pourrais pas dormir le soir en sachant qu'une personne gèle sur le trottoir », m'avait-elle confié.

Nicole Dupuis était un ange. Et vendredi dernier, elle est rentrée au Ciel après une longue lutte contre un cancer sans merci.

Mme Dupuis m'a appelé il y a environ trois semaines. De son lit à la Maison Mathieu-Froment-Savoie, elle travaillait sur la relève de sa mission.

« J'ai trouvé une dame du nom de Margot Beauparlant qui m'a promis de poursuivre la mission des tricoteuses, m'a-t-elle raconté. Elle vous appellera dans les prochaines semaines pour se présenter et elle m'a assurée qu'elle vous appellerait régulièrement, M. Gratton, pour vous dire comment progresse la fabrication des ensembles. Et elle vous rappellera en décembre pour vous dire la date de la distribution des ensembles.

— Ça me fera plaisir de la rencontrer, Mme Dupuis.

— Et si jamais il y a un problème, M. Gratton, vous y verrez, n'est-ce pas ? Je voudrais tellement que notre mission se poursuive pour toujours. Ces gens dans la rue n'ont rien, ils ont besoin de nous. Il faut voir leurs yeux quand je leur remets un ensemble. Ils sont tellement contents et reconnaissants.

— Soye z sans crainte, Mme Dupuis. Votre mission se poursuivra. J'y verrai. Je vous l'assure. — Merci M. Gratton. — Prenez s oins de vous, Mme Dupuis. »

C'est la dernière fois que nous nous sommes parlés.

J'ai communiqué avec Margot Beauparlant depuis. Et celle-ci m'a bel et bien confirmé qu'elle allait prendre le flambeau et que l'armée de tricoteuses allait poursuivre la mission de Nicole Dupuis.

Merci Mme Beauparlant. Et merci à toutes ces dames qui donnent si généreusement de leur temps. Un ange vous sourit et veille sur vous.

Mes sincères condoléances aux proches de Nicole Dupuis, à ses deux fils Luc et Jocelyn, à ses petits-fils Nathaniel, Alexandre et Mathis, et à son petit-fils ou à sa petite-fille qui verra le jour en septembre prochain et que grand-maman avait si hâte de tenir dans ses bras.

Une question

Changement radical de sujet... J'ai une petite question qui me trotte dans la tête depuis la semaine dernière et elle s'adresse au premier ministre du Québec, Jean Charest :

M. Charest, comment pouvez-vous justifier que le Casino du Lac-Leamy dans le secteur Hull soit doté d'un système de climatisation à la fine pointe de la technologie alors que l'hôpital de Hull n'a même pas un système de climatisation digne d'un centre de santé ?

Et de grâce, Monsieur le premier ministre, ne faites pas comme les porte-parole des hôpitaux de Gatineau en me répondant que l'installation d'un système de climatisation ou de ventilation adéquat à

l'hôpital de Hull coûterait trop cher. Ce serait honteux comme réponse.
Devrait-on transférer les malades au Casino et les joueurs à l'hôpital ? Est-ce la solution ?
J'attendrai votre réponse, Monsieur le premier ministre.
En sachant fort bien qu'elle ne viendra jamais...

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Aide à la reconstruction d'Haïti

Le gouvernement fédéral dresse son bilan

STÉPHANIE MARIN
La Presse Canadienne

Six mois après le tremblement de terre qui a dévasté Haïti, le gouvernement canadien a dressé, hier, la liste de ses accomplissements, mais la lenteur de l'aide continue de frustrer ceux qui œuvrent sur le terrain.

En conférence de presse organisée pour faire un bilan de l'aide canadienne, le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, et la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, ont tenu le même discours : ils comprennent la frustration, mais soulignent que les actions entreprises et le débours des fonds doivent se faire de façon responsable et ordonnée.

« Je comprends parfaitement l'impatience que ressentent plusieurs personnes devant la situation très difficile dans laquelle se trouvent toujours des dizaines de

milliers de Haïtiens », a reconnu M. Cannon, réitérant qu'il faudra environ 10 ans pour tout reconstruire, vu l'ampleur de la destruction.

Malgré les progrès réalisés, beaucoup reste à faire, précise-t-il.

« Une tâche monumentale »

« La reconstruction d'Haïti constitue une tâche monumentale nécessitant un effort soutenu et un engagement sur le long terme. Toutefois, il ne suffit pas seulement de rétablir l'infrastructure du pays. Les institutions et les systèmes haïtiens doivent être entièrement reconstitués », a expliqué le ministre Cannon.

« On a fait beaucoup en peu de temps », a-t-il soutenu.

Ottawa a déjà versé plus de 150 millions de dollars à Haïti, surtout en aide humanitaire d'urgence, c'est-à-dire en nourriture, en eau et en soins médicaux.



La Presse Canadienne

Le fédéral a dressé le bilan de l'aide canadienne à Haïti, hier. Malgré les progrès réalisés, beaucoup reste à faire, a souligné M. Cannon.

Mais pas un sou des 400 millions annoncés à la Conférence internationale des donateurs aux Nations unies en mars 2010 n'ont été transférés au fonds qui servira à la reconstruction du pays.

Questionnée à savoir quand

cette somme serait bel et bien déboursée, M^{me} Oda a cherché ses mots et longuement hésité avant de répondre que le Canada ne fait pas partie des pays dont on craint qu'ils n'honorent pas leurs engagements, précisant que les

400 millions de dollars doivent être déboursés sur une période de deux ans et non pas en deçà de six mois.

Et le Canada n'est pas le seul pays à ne pas avoir encore respecté ses engagements.

L'ex-président américain Bill Clinton, maintenant l'émissaire spécial des Nations unies pour Haïti, a affirmé que les donateurs internationaux n'avaient versé que 10 % des fonds promis.

Dans une récente entrevue, il a aussi condamné la lenteur de l'aide, notamment en ce qui concerne la construction d'habitations, dénonçant que 1,6 million de Haïtiens vivent toujours sous des abris de fortune.

Pour accélérer l'aide sur le terrain, M. Cannon a expliqué qu'il doit justement rencontrer M. Clinton pour obtenir son évaluation. Et qu'après il sera possible d'agir de façon concertée.

La date de la rencontre n'a pas encore été fixée.

Programme de parrainage spécial pour Haïti

Québec n'acceptera plus les demandes dès le 20 juillet

MONTRÉAL — À compter du 20 juillet, Immigration Québec n'acceptera plus de nouvelles demandes de Haïtiens désirant immigrer au Québec en vertu du programme spécial de parrainage adopté après le séisme, le cap des 3000 personnes parrainées ayant été atteint.

La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Yolande James, a indiqué, hier à Montréal, que le cap des 3000 Haïtiens que le Québec s'était engagé

à parrainer après le séisme du 12 janvier, en vertu de ce programme spécial, a été atteint.

« Au total, 3000 Haïtiens victimes du séisme pourront s'établir au Québec de façon permanente grâce à ce programme spécial », s'est réjouie la ministre James.

Ce programme spécial de réunification des familles élargissant la notion de parrainage aux frères et sœurs adultes, ainsi qu'aux enfants non à charge de plus de 22 ans.

Bien que 3000 Haïtiens aient été parrainés, cela ne veut pas dire que 3000 Haïtiens soient arrivés au Québec grâce à ce programme, loin de là.

La ministre n'a pu dire quand ces 3000 Haïtiens parrainés arriveront au Québec, puisque leur dossier doit maintenant être traité par le gouvernement fédéral, qui s'occupe de l'enquête de sécurité et de l'évaluation médicale.

La ministre James a dit souhaiter qu'ils arrivent « dans les

semaines et les mois à venir », sûrement d'ici la fin de l'année.

Autre message à Ottawa

Si M^{me} James a laissé entendre que le gouvernement du Québec avait fait sa part avec ses 3000 Haïtiens parrainés et qu'il appartenait maintenant au gouvernement fédéral de faire sa part pour qu'ils puissent venir s'établir bientôt au Québec, la version était tout autre du côté fédéral.

À Ottawa, le ministre Jason Kenney a plutôt affirmé que son ministère n'avait reçu que 90 demandes émanant du programme spécial de parrainage humanitaire du Québec.

« Nous les traitons de façon prioritaire », a-t-il assuré.

Interrogé sur les disparités de chiffres provenant des deux ordres de gouvernement, M. Kenney a renvoyé les journalistes à M^{me} James.

La Presse Canadienne

EQUINOX LS 2010 SE DÉMARQUE DE LA CONCURRENCE

Le nouvel Equinox 2010 de Chevrolet répond à vos exigences en matière de puissance et de rendement écoénergétique grâce à un nouveau moteur à injection directe qui affiche une cote de consommation estimée de 6,1 L/100 km, soit meilleure que le Honda CR-V, le Toyota RAV4 et le Ford Escape. L'Equinox 2010 se démarque de la concurrence en matière de confort, de style et de visites à la station-service.



Jusqu'à 1 166 Km sur route pour clients d'assurance

Prix d'employé
25 689\$*

frais de transport et administration inclus

Plus de 20 disponibles.



DEMERS
CHEVROLET

868, boul. Maloney O. • Gatineau
www.demerschevrolet.com

819 568-5811

* Taxes en sus. Photo à titre indicatif. Pour un temps très limité.

LEDROIT, LE MARDI 13 JUILLET 2010

13 juillet 2010 | Le Droit | SARASARACHAMPAGNE CHAMPAGNE LaLaPresse Presse MONTRÉAL —

La fécondation in vitro sera gratuite au Québec

Trois cycles seront couverts par la carte soleil

Le ministre de la Santé lancera officiellement ce matin l'ambitieux programme de gratuité de la procréation assistée au Québec. Le Dr Yves Bolduc doit en faire l'annonce au Centre de santé universitaire McGill (CUSM). Il s'agira d'une première dans le genre en Amérique du Nord.

Selon nos sources, le ministre annoncera que les interventions médicales et les médicaments nécessaires à trois cycles de fécondation in vitro seront désormais couverts par la fameuse carte soleil.

Afin de répondre à la forte demande, le ministre s'est déjà engagé à investir 2 millions de dollars dans la rénovation et l'expansion du Centre de reproduction McGill, actuellement logé à l'hôpital Royal Victoria, qui déménagera éventuellement dans le futur CUSM en construction sur les terrains de l'ancienne gare Glen. Les nouveaux règlements ministériels sur la fécondation in vitro, qui ont déjà fait l'objet d'une consultation publique de 45 jours, comportent deux volets. Le premier l'incorpore aux services remboursés par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) ; le deuxième encadre les activités cliniques, comme le nombre d'embryons implantés. À ce sujet, le gouvernement a déjà expliqué que, afin de limiter les grossesses multiples, un médecin ne pourra implanter plus de deux embryons à une femme de 36 ans et moins. Les femmes de 37 ans ou plus auront droit à trois embryons. De plus, on ne pourra procéder à un diagnostic génétique des embryons à implanter que pour les listes d'attente pour des traitements de fécondation in vitro. Les femmes dont l'âge de procréer tire à sa fin pourraient devenir prioritaires, mais Québec ne s'est pas encore prononcé en ce sens. détecter des maladies graves et des anomalies chromosomiques.

Plusieurs couples et femmes qui tentent en vain d'avoir un enfant depuis des années se demandent par ailleurs comment le gouvernement gèrera

Des critiques

Dans un contexte où le réseau de la santé a besoin d'investissements majeurs, particulièrement dans les soins de première ligne, le programme du gouvernement a déjà suscité plusieurs critiques dans le milieu, notamment de la part des fédérations de médecins. Sans être contre la procréation assistée, la Commission de l'éthique de la science et de la technologie (CEST) a déjà émis 19 recommandations avec en toile de fond de sérieuses réserves. Elle estime entre autres choses que, lorsqu'une personne éprouve des difficultés à procréer de façon naturelle, l'adoption devrait constituer une solution de rechange.

Le programme pourrait coûter au moins 35 millions de dollars par année à Québec. Une procréation assistée peut coûter jusqu'à 15 000 \$. En contrepartie, le programme permettrait la naissance de plus de 1400 petits Québécois de plus par année. De 2500 fécondations in vitro, le nombre pourrait grimper à 10 000 en 2013, a aussi déjà déclaré le ministre Bolduc.

Au Collège des médecins du Québec, on a expliqué à La Presse hier qu'on aurait aimé que le programme soit accompagné d'un système de surveillance du processus de procréation assistée auprès des femmes, du début jusqu'à la naissance des bébés.

« Le programme n'est pas dans la bonne direction puisqu'il va permettre d'encadrer la pratique, mais les problèmes ne sont réglés que très partiellement. Actuellement, il faut le préciser, les bébés n'ont pas droit au vote. Et on estime que 30 % des naissances prématurées proviennent des techniques de procréation assistée. Il va donc falloir être vigilant », a expliqué le Dr Yves Robert, le secrétaire du Collège des médecins.

Quant au président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le Dr Gaétan Barrette, qui n'a jamais caché ses réticences face à ce programme, il doit réagir publiquement aujourd'hui. Des réactions de la CEST sont aussi attendues.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 juillet 2010 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI porfali@ledroit.com

Prêtre d'Ottawa accusé d'abus sexuels

L'octogénaire aurait commis des « actes inappropriés » sur deux mineurs

L'Église catholique de la région a de nouveau été éclaboussée par un scandale à caractère sexuel, hier, un prêtre octogénaire ayant été accusé d'avoir agressé sexuellement au moins deux adolescents au cours des années 1970.



Le père William Joseph Allen — ses élèves l'appelaient affectueusement « Father Bill » — est soupçonné d'avoir commis des « actes inappropriés » sur deux garçons d'âge mineur, lors de trois événements qui se sont déroulés entre 1970 et 1976.

À l'époque, l'homme enseignait à l'école secondaire catholique St. Pius X, située sur l'avenue Fisher, selon nos informations. Il y donnait notamment des cours de catéchèses.

Ordonné prêtre dans les années 1950 à la paroisse Saint-Patrick, à Ottawa, le père Allen a également pratiqué dans de nombreuses églises de la région. Il a notamment été le curé de la paroisse Resurrection of Our Lord en 1975 et 1976, avant de prendre la direction de la paroisse Sainte-Elizabeth, au début des années 1980.

Le mois dernier, le bulletin trimestriel du diocèse soulignait les 55 ans de vie d'Église de M. Allen, notant qu'un tel jubilé « inspirait la génération de religieux d'aujourd'hui », note l'auteur.

Au domicile du prêtre, hier, un homme a répondu que William Allen « n'accorderait aucune entrevue », avant de raccrocher.

Le diocèse sous le choc

Dans un geste hors du commun, c'est l'Archidiocèse d'Ottawa qui a dévoilé, en matinée, les chefs

d'accusations qui pèsent contre l'homme d'Église, avant que la police ne le fasse. Dans un communiqué de presse, l'archevêque d'Ottawa Terrence Prendergast s'est dit « profondément attristé » par la nouvelle, ajoutant que le processus judiciaire « mettrait en lumière les faits et circonstances de ces chefs d'accusation ».

« La justice doit être rendue et nous devons nous assurer qu'elle le soit », a-t-il déclaré.

L'accusé a été relâché

L'abbé Allen est décrit comme un homme de 80 ans à la santé fragile. Comme il ne pose pas de risque, selon les policiers, il a été relâché sous promesse de comparaître.

L'homme s'est retiré de la vie active il y a déjà un bon nombre d'années.

Mgr Prendergast l'a tout de même suspendu de l'exercice du ministère presbytéral, et lui a interdit de se présenter comme prêtre catholique.

La police n'a pas indiqué à quel moment l'homme comparaitrait devant les tribunaux.

Cette arrestation survient six mois après la conclusion de la Commission d'enquête Glaude, chargée d'enquêter sur les allégations d'agressions sexuelles commises par un réseau de pédophiles dans les années 1960, 1970 et 1980, à Cornwall. L'Église avait été sévèrement blâmée pour son inaction.

Le mois dernier, le Vatican annonçait que l'archevêque d'Ottawa irait enquêter sur les crimes sexuels commis par des membres du clergé irlandais. Il y est chargé d'« approfondir les problématiques liées au traitement des cas d'abus et à l'assistance due aux victimes, ainsi (que de) vérifier la possibilité d'améliorer les modalités de prévention actuelles des abus. »

Toute personne détenant des renseignements au sujet des accusations portées contre l'abbé Allen est priée de communiquer avec la Police d'Ottawa au 613-236-1222, poste 5944.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Jul 2010 | Ottawa Citizen | *BY ROSEANN O'REILLY RUNTE Roseann O'Reilly Runte is president of Carleton University.*

A triumph of education and the future 1

Around the world, education is viewed as an asset, a way to preserve culture, to build economies, to bring society the benefits of knowledge and discovery, the joys of creativity and the satisfaction gained from making a positive contribution. Universal literacy is, however, still a much-desired goal in some nations.

There are places in the world where there are too few schools and too few champions like Greg Mortenson, the author of *Three Cups of Tea* and *Stones Into Schools*, a man who has dedicated his life to helping establish schools in remote communities. There are places where teachers are not paid salaries sufficient to support themselves or to pay back the loans they took to cover the costs of their education.

We are most fortunate in Canada to have outstanding schools and universities which are both accessible and dedicated to top quality. Waterloo, for one, has earned a strong reputation for excellence and innovation under the able leadership of David Johnston. Building on the strength of the university and working with business leaders, most notably RIM's Mike Lazaridis and Jim Balsillie, Johnston has built a vital centre where research and business support each other and spark economic growth. He was one of the first university presidents in Canada to perceive and understand fully the potential of combining academic and business capacities and interests to serve both the region and the nation.

In the past, university communities concentrated on being accessible, on developing high-quality research and contributing to civic and social causes. The university can also provide the required context and impetus to drive economic development. Johnston recognized this fact and brilliantly managed to attract private and government support to enable this vision to become reality. If universities are the motors for economic development, they need the resources to fuel this activity. Waterloo offers a fine illustration of how bringing ideas, energy and seed money together can generate an explosion of activity that attracts additional enterprises to the region and creates employment.

Johnston is an excellent choice for governor general. His years of able experience and hard work, combined with a vision for bringing together educators, researchers, business leaders and technical experts, have contributed impressively to the transformation of the University of Waterloo and the region surrounding it.

Johnston has also led McGill University, perhaps the most international of Canada's schools. He has travelled extensively and understands the potential and challenges of globalization. Canada's recent reception of the G8 and G20 brought home the relevance of internationalization.

This is a time of opportunity for Canadians to assume leadership roles in the arena of global issues, politics and economics. Our current governor general, Michaëlle Jean, multilingual, international and well-travelled, brought most successfully and elegantly the image of Canada to the world. Johnston has the experience and sophistication to continue this mission and to bring the world to Canada. It is appropriate to showcase our achievements and to welcome international students and researchers to our fine universities, to invite international businesses to establish themselves in their vicinity, and to attract tourists who will join us in celebrating our wealth of natural beauty and variety of colorful festivals.

Johnston has mentored other university presidents through service to the Association of Colleges and Universities of Canada. Over the years, he has quietly offered his thoughtful advice to various levels of government, demonstrating not only the importance of leadership in education but in the broader community.

It is fitting that we congratulate Johnston on his impressive accomplishments and celebrate the fact that Canada is a nation that recognizes the contributions of scholars. It is appropriate that we continue to emphasize the importance of globalization and high-tech development as cornerstones of our vision for economic growth and diversification.

Canada is recognized internationally for excellence in education. Of course, we can improve and must become more accessible while striving for greater excellence in teaching, research, civic engagement and economic development. It is nevertheless most fitting to have our first citizen be an educator.

This is indeed a fine message to send to the world — one of understanding of the importance of education, of the essential role it plays in shaping our society and in making it possible for all citizens to achieve their highest potential.

I am proud to be Canadian and to live in a country that values education and honours educators. The fact that our next governor general represents this profession is a sign of Canada's leadership in the world. Education is for the future and this appointment is another symbolic step forward.

In the past, it was the railroad which brought the nation together. Today it is education which will build our future wealth and pave the way for our youth to assume their place in the global society of this century. It is a fine day for Canada and Canadians when we recognize the importance of education and of a true leader in the field.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.